

D É C I S I O N

QUÉBEC

RÉGIE DE L'ÉNERGIE

D-2005-150

R-3549-2004

17 août 2005

PRÉSENTS :

M^e Benoît Pepin, LL.M.

M. François Tanguay

M. Richard Carrier, B.Sc. (Écon.), M.Sc. (Écon.)

Régisseurs

Hydro-Québec

Demanderesse

et

Intéressés dont les noms apparaissent à la page suivante

Intéressés

Décision relative aux demandes d'intervention

Demande relative à la modification des conditions des services de transport d'Hydro-Québec

Intéressés :

- Association coopérative d'économie familiale de Québec (ACEF de Québec);
- Association de l'industrie électrique du Québec (AIEQ);
- Association québécoise des consommateurs industriels d'électricité et Conseil de l'industrie forestière du Québec (AQCIE/CIFQ);
- Brascan Énergie Marketing Inc. (BEMI);
- Fédération canadienne de l'entreprise indépendante (FCEI);
- Groupe de recherche appliquée en macroécologie (GRAME);
- Ontario Power Generation (OPG);
- Option consommateurs (OC);
- Regroupement national des Conseils régionaux de l'environnement du Québec (RNCREQ);
- Stratégies énergétiques et Association québécoise de lutte contre la pollution atmosphérique (S.É./AQLPA);
- Union des consommateurs (UC);
- Union des municipalités du Québec (UMQ).

1. HISTORIQUE

La présente décision porte sur les demandes d'intervention relatives à la Phase 2 de la demande tarifaire 2005 de Hydro-Québec dans ses activités de transport d'électricité (le Transporteur), produite le 23 juin 2005.

Le 4 juillet 2005, la Régie, par sa décision D-2005-123, fait publier un avis public dans cinq quotidiens le 9 juillet 2005. Elle invite les intéressés à intervenir au plus tard le 22 juillet 2005 et reçoit les demandes de 12 intéressés.

Le 29 juillet 2005, le Transporteur transmet ses commentaires sur les demandes d'intervention. AQCIE/CIFQ, RNCREQ et S.É./AQLPA y répliquent avant l'échéance du 3 août 2005.

2. DEMANDES D'INTERVENTION

La Régie a reçu 12 demandes d'intervention. Elle accorde le statut d'intervenant à dix de ces intéressés pour les motifs énoncés dans leurs demandes. Elle rejette les demandes du GRAME et de S.É./AQLPA pour les motifs énoncés ci-après.

Pour obtenir le statut d'intervenant, un intéressé doit établir à la satisfaction de la Régie, conformément à l'article 8 du *Règlement sur la procédure de la Régie de l'énergie*¹ (le Règlement) son intérêt à participer, sa représentativité et l'objectif de son intervention. Dans son appréciation, la Régie tient compte du lien entre les conclusions recherchées par l'intéressé et son intérêt. La demande d'intervention doit donc démontrer la pertinence de l'apport de l'intéressé à l'étude du dossier eu égard à son champ de compétence.

Il ressort des articles 7 et 8 du Règlement, qu'il appartient à la Régie d'examiner les demandes d'intervention et de déterminer s'il est opportun de permettre la participation de l'intéressé au dossier. Ces dispositions et leur application sont alors conformes aux règles admises du droit administratif voulant que la Régie soit maître de sa procédure² et qu'il lui appartient de juger de la nécessité et de l'utilité de la participation d'un intéressé, surtout d'intérêt public, à l'examen du dossier.

¹ (1998) 130 G.O. II, 1245.

² *American Airlines, Inc. c. Canada (Tribunal de la concurrence)*, [1989] 2 C.F. 88, aux pages 95 et 96 (C.A.F.), conf. [1989] 1 R.C.S. 236.

Dans ce cadre, le **GRAME** désire défendre l'utilisation du tarif timbre-poste et de tarifs et conditions de service favorisant les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique. Il recherche la vérité des coûts aux fins de l'établissement des tarifs de transport. Il veut aussi analyser le besoin de services de transport.

Dans la décision D-2004-238, la Régie rejette la demande d'intervention du GRAME à la Phase 1 du présent dossier aux motifs que les préoccupations exposées dans sa demande ne sont pas liées aux enjeux de cette première phase et qu'elles ne sont pas liées à son intérêt.

« Enfin, la Régie rejette la demande d'intervention du GRAME. Les préoccupations de l'intéressé se rapportent à la Phase 2 du dossier. D'autre part, le GRAME n'a pas démontré le lien entre son intérêt de nature environnemental et les thèmes de nature tarifaire qu'il compte traiter. » [page 7]

Dans sa présente demande, le GRAME n'ajoute rien à celle soumise en Phase 1 quant au lien entre son intérêt de nature environnementale et les thèmes qu'il compte traiter. Bien que le GRAME allègue une expérience et une expertise en matière des impacts des gaz à effet de serre, les sujets dont il désire traiter débordent de ce champ d'expertise. Le GRAME n'a pu, conformément à l'article 8 du Règlement, clairement identifier les sujets et préciser les conclusions qu'il recherche. Les principes généraux énoncés dans la demande d'intervention ne permettent pas à la Régie de constater un intérêt réel et actuel à participer au présent débat, ni la perspective d'une participation suffisamment utile à l'examen de la Régie. En conséquence, la Régie rejette sa demande d'intervention.

S.É./AQLPA envisage de traiter des thèmes suivants :

- la politique de rabais;
- les tarifs des services complémentaires;
- le retrait par HQT de sa proposition de priorisation de la charge locale;
- l'exclusion du service complémentaire de compensation pour écart de réception dans le cas de la charge locale;
- l'interruption de la charge locale combinée à la désignation d'une ressource de production comme moyen de relève pour assurer la fiabilité de l'alimentation de la charge en cas d'urgence;
- les règles d'entretien des postes de départ.

Les motifs invoqués par cet intéressé à l'appui de son intervention ne convainquent pas la Régie qu'il a un intérêt suffisant. Invoquer la recherche de la vérité des prix, un concept général de réglementation économique, n'est pas une préoccupation spécifique à cet intéressé. Il ne s'agit pas ici d'un intérêt concret qui distingue l'intéressé des autres membres de la société et qui laisse présager d'une participation utile au dossier.

La politique de rabais, les services complémentaires, le service de la charge locale ainsi que l'entretien des postes de départ n'ont pas de lien direct ou spécifique avec les intérêts que défend S.É./AQLPA. De plus, ces sujets sont abordés par divers intéressés concernés par les conséquences de ces politiques tarifaires.

S.É./AQLPA n'a pu établir un lien direct ou substantiel entre ces sujets de nature tarifaire et technique et son intérêt. La décision à venir dans ce dossier n'aura pas d'impact sur cet intéressé et sa participation n'est pas susceptible d'être utile sur le plan de l'intérêt public. Ces facteurs dictent à la Régie le rejet de sa demande d'intervention.

De même, répondant à la préoccupation de l'intéressé mentionnée dans sa réplique à l'égard du traitement équitable qui lui sera réservé dans le cadre du présent dossier, la Régie fait siens les propos suivant de la *Divisional Court* de l'Ontario :

« It is not accurate to say that the public interest intervenors have the same interest as everyone else or that they are therefore being discriminated against when they are not afforded identical disclosure, cross-examination, and other participation to that enjoyed by the other parties. Different interests in the inquest require different levels of participation and there is no discrimination in restricting the participation of any party to matters relevant to the interest of the party. »³

³ *People First of Ontario c. Niagara (Regional Coroner)*, 1991 CarswellOnt 705, au §101, aussi rapportée à (1991) 50 O.A.C. 90, 5 O.R. (3d) 609, [1992] 85 D.L.R. (4th) 174 (Ont. Div. Ct.).

La Régie de l'énergie :

ACCORDE le statut d'intervenant à ACEF de Québec, AIEQ, AQCIE/CIFQ, BEMI, FCEI, OPG, OC, RNCREQ, UC et UMQ;

REJETTE les demandes de statut d'intervenant du GRAME et de S.É./AQLPA.

Benoît Pepin
Régisseur

François Tanguay
Régisseur

Richard Carrier
Régisseur

Représentants :

- Association coopérative d'économie familiale de Québec (ACEF de Québec) représentée par MM. Richard Dagenais et Vital Barbeau;
- Association de l'industrie électrique du Québec (AIEQ) représentée par M. Jean-François Samray;
- Association québécoise des consommateurs industriels d'électricité et Conseil de l'industrie forestière du Québec (AQCIE/CIFQ) représenté par M^e Pierre Pelletier;
- Brascan Énergie Marketing Inc. (BEMI) représenté par M^e Pierre Legault;
- Fédération canadienne de l'entreprise indépendante (FCEI) représenté par M^e André Turmel;
- Groupe de recherche appliquée en macroécologie (GRAME) représenté par M. Jean-François Lefebvre;
- Hydro-Québec représentée par M^e F. Jean Morel et M^e Carolina Rinfret;
- Ontario Power Generation (OPG) représenté par M^e Pierre Tourigny;
- Option consommateurs (OC) représentée par M^e Stéphanie Lussier;
- Regroupement national des Conseils régionaux de l'environnement du Québec (RNCREQ) représenté par M^e Hélène Sicard;
- Stratégies énergétiques et Association québécoise de lutte contre la pollution atmosphérique (S.É./AQLPA) représenté par M^e Dominique Neuman;
- Union des consommateurs (UC) représentée par M^e Eve-Lyne H. Fecteau;
- Union des municipalités du Québec (UMQ) représentée par M^e Steve Cadrin.